

A propos de la réforme des collectivités territoriales

Ce propos pointe les projets liberticides et anti démocratiques du gouvernement dans ces aspects les plus rétrogrades de cette réforme. Une réforme particulièrement mal venue, dans une époque où les besoins en matière de démocratie participative ne cessent de s'accroître.

Je vais exprimer les commentaires qu'inspirent ces projets de loi,

Le scrutin uninominal à un seul tour, copié sur les anglo-saxons, et son petit frère le vote utile, sont de grossières machines de guerre anti-démocratiques, dont l'objectif est de laminer les courants minoritaires, les plus contestataires, afin d'instaurer une représentation bipolaire en faveur des deux plus grands partis, c'est-à-dire l'UMP et le PS, qui pourraient ainsi se succéder au pouvoir dans le cadre d'une alternance que la droite espère des plus aimables.

Certains élus socialistes, et j'insiste sur le mot « certains », car je n'ai pas pour habitude de mettre tout le monde dans le même sac, peuvent secrètement escompter ainsi se débarrasser à peu de frais de leurs encombrants alliés.

Mais revenons à nos moutons, pour peu qu'on les ait jamais quittés.

Depuis des lustres, on nous bassine avec la décentralisation, la seule soi-disant garante de l'efficacité économique et sociale, et le fin du fin en matière de démocratie de proximité, puisqu'elle met le citoyen au contact des élus qui

gèrent les affaires qui les concernent au quotidien.

Et voilà que subitement, les vertus d'hier seraient les vices d'aujourd'hui!

Mais alors pourquoi ce virage à 180° ?

S'agit-il d'un royal caprice de notre cher président, dont on sait qu'il n'endure aucun contre-pouvoir ? Sans doute un peu quand même...

Toutefois les véritables raisons sont politiques et économiques.

Politiques, car la droite française éprouve les pires difficultés à faire passer ses réformes de plus en plus impopulaires, par manque de relais idéologiques dans les collectivités territoriales.

En effet, la gauche gère les deux-tiers des communes importantes et des départements, et la quasi totalité des régions.

Les prochains scrutins, malgré les difficultés de l'opposition, ne lui laissent que peu de chance d'inverser la tendance. Au contraire, le mécontentement très vif de la population risque de lui occasionner de nouvelles déconvenues.

Par ces réformes, le gouvernement espère d'une main ferme, les rennes de la gestion locale, en faisant des préfets de véritables petits califes locaux, entièrement dévoués à sa politique.

Les raisons économiques sont évidemment corollaires. Reprendre la main sur les pouvoirs locaux, c'est aussi et

surtout remettre la main sur les cordons de la bourse.

Les collectivités territoriales, par leurs investissements, en matière de transports, de logement, de conquête et de reconquête des services publics, gênent la mise en place des politiques libérales vouées aux privatisations tous azimuts.

Le lobby des camionneurs est gêné par la politique ferroviaire des régions, la remise en régies municipales de l'approvisionnement en eau des communes gênent les multinationales qui monopolisent ces marchés juteux. Et ce ne sont que des exemples entre mille !

Les collectivités territoriales dépensent trop en subventions, elles en réclament trop à l'état, et les dotations globales de l'état aux communes pèsent sur le déficit budgétaire de la nation.

De plus, elles résistent à l'augmentation de la fiscalité locale, ce qui freine l'urgence pour l'état de prendre dans la poche des pauvres, les taxes que les riches et les multinationales ne veulent plus payer.

Ce projet autocratique s'inscrit dans une tentative désespérée d'adapter notre économie nationale aux nécessités à court terme du capitalisme financier en crise, qui cherche sa survie, non seulement dans la mise en concurrence des salariés entre eux, mais aussi dans la mise en concurrence des pays et des régions entre elles.

Jocelyn Gerard